

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 18 SEPTEMBRE 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	1
OBJET DE LA DECISION N° 23/420 SIX-FOURS-LES-PLAGES - RUE DE PICHON - DÉSAFFECTATION ET DÉCLASSEMENT DU VOLUME 2A DE LA PARCELLE AM N°1307		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/420

BUREAU DU 18 SEPTEMBRE 2023

**O B J E T : SIX-FOURS-LES-PLAGES - RUE DE PICHON -
DÉSAFFECTATION ET DÉCLASSEMENT DU VOLUME
2A DE LA PARCELLE AM N°1307**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU le courriel en date du 19 avril 2022 de Monsieur Jean-Marc SAHUC transmis au Service Foncier de la commune de Six-Fours-les-Plages demandant la régularisation de la cession de la partie construite en surplomb de la rue de Pichon,

VU la décision du Bureau Métropolitain en date du 05 septembre 2023 portant autorisation au Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer l'État Descriptif de Division en Volume pour la parcelle cadastrée section AM n°1307, rue de Pichon à Six-Fours-les-Plages,

CONSIDERANT que la propriété des époux SAHUC (parcelle cadastrée section AM n°61) a une partie bâtie en surplomb du domaine Public, rue de Pichon,

CONSIDERANT qu'il convient de désaffecter et de déclasser le volume DEUX.a (2.a) de la parcelle cadastrée section AM n°1307 d'une superficie de 15 m² du Domaine Public conformément à l'État Descriptif de Division en Volume,

CONSIDERANT que dans le cadre de l'État Descriptif de Division en Volume, le volume UN (1) qui correspond au sol de la voirie, sera conservé par la Métropole Toulon Provence Méditerranée et restera classé dans le Domaine Public Métropolitain, alors que le volume DEUX.a (2.a) sera désaffecté et déclassé du Domaine Public aux fins d'être cédé aux époux SAHUC,

CONSIDERANT que cette procédure de désaffectation et déclassement du Domaine Public ne nécessite pas l'enquête publique préalable conformément aux dispositions de l'article L 141-3 du Code de la Voirie Routière,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE CONSTATER la désaffectation du volume situé en surplomb du Domaine Public, d'une superficie de 15 m², sise sur la commune de Six-Fours-les-Plages, rue de Pichon, et correspondant au volume DEUX.a (2.a) de l'État Descriptif de Division en Volume de la parcelle cadastrée section AM n°1307.

ARTICLE 3

DE PRONONCER le déclassement du volume DEUX.a (2.a), de la parcelle cadastrée section AM n°1307, situé en surplomb du Domaine Public, d'une superficie de 15 m² sise sur la commune de Six-Fours-les-Plages, rue de Pichon.

ARTICLE 4

DE DIRE que le volume UN (1) de l'État Descriptif de Division en Volume, d'une superficie de 15 m², de la parcelle cadastrée section AM n°1307 restera classé dans le Domaine Public Métropolitain.

ARTICLE 5

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 18 septembre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0



S. Fouah



Mise en co-propriété Maison de Hameau Six Fours

Martine Sahuc

A :

service.foncier

19/04/2022 10:28

Masquer les détails

De : Martine Sahuc <martinesahuc@gmail.com>

A : service.foncier@mairie-six-fours.fr

Historique : Ce message a été transféré.

Bonjour,

Nous sommes propriétaire d'une maison dans le hameau Pichon qui a été restructurée pour donner lieu à 4 appartements réalisés dans le cadre du permis de construire n° 0831291700140M01 du 25/04/2018, parcelle AM61.

Pour pouvoir céder ces appartements à nos enfants, le bien doit être mis en copropriété, des millièmes de copropriété doivent être définis.

Pour que cette démarche puisse être lancée, nous avons besoin de clarifier la situation de la partie construite en surplomb du passage communal sous le porche en bout de la rue Pichon.

Nous devons également régulariser la rétro-cession des 17m² qui nous a été accordée au démarrage des travaux.

Je me tiens à votre disposition pour convenir d'un RDV à la mairie.

Cordialement

Jean-Marc SAHUC

70 rue Pichon

83140 Six Fours

Compte
Dossier 100760506
CP/SB/VM
EDD EN VOLUMES MTPM / SAHUC

**L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS,
LE**

À TOULON (Var), au siège de la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE, 107 Boulevard Henri Fabre ,

Maître Christophe PICHAUD, Notaire au sein de la société dénommée "NOTASIX, NOTAIRES ASSOCIES", société d'exercice libéral à responsabilité limitée, dont le siège est à SIX-FOURS LES PLAGES (Var), 394 Avenue de la Mer, Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,

A REÇU le présent acte à la requête de :

1/ La **METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE**, personne morale de droit public située dans le département du VAR, dont l'adresse est à TOULON (83000), 107 boulevard Henri Fabre, identifiée au SIREN sous le numéro 248300543.

Etant ici précisé, que la « METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE » a été créée suivant décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017, avec entrée en vigueur au 1er janvier 2018, portant création de la métropole dénommée « TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE » par transformation de la communauté d'agglomération TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE, en application des articles L 5217 et suivants du Code Général des collectivités territoriales tels que modifiés par la loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'Aménagement Métropolitain. Cette modification n'a pas entraîné la création d'une nouvelle personne morale. Copie dudit décret est demeuré ci-annexé

Intervenant en qualité de propriétaire de la parcelle AM n°1307.

2/ Monsieur Jean-Marc Justin **SAHUC**, ingénieur en informatique, et Madame Martine Hélène Jeanne **NEGRE**, informaticienne, demeurant ensemble à SIX-FOURS-LES-PLAGES (83140) 70 rue Pichon.

Monsieur est né à AUBIN (12110) le 1er août 1962,

Madame est née à TOULON (83000) le 10 octobre 1961.

Mariés à la mairie de VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE (12200) le 12 juillet 1986 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité française.

Madame est de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Intervenant en qualité de propriétaire de la parcelle AM n°61.

A l'effet d'établir l'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION EN VOLUMES concernant un immeuble ou ensemble immobilier dont la désignation actuelle suit.

Etant précisé, pour la clarté des présentes, que le terme **IMMEUBLE** et le terme **ENSEMBLE IMMOBILIER** sont employés indifféremment.

EXPOSE

Le présent acte constitue un mode particulier de répartition de la propriété d'un **IMMEUBLE** ainsi que de l'organisation d'un groupement de propriétaires, mode particulier excluant la soumission au statut de la copropriété

La terminologie employée, que ce soit **IMMEUBLE** ou **ENSEMBLE IMMOBILIER** ne se rapporte pas aux dispositions de l'article 1 de la loi numéro 65-557 du 10 juillet 1965, aucun des volumes à créer ne devant comprendre une quote-part de parties communes.

CHAPITRE I - DESIGNATION ET DESCRIPTION DE L'IMMEUBLE

DESIGNATION

Les présentes s'appliquent à un **IMMEUBLE** sis à SIX FOURS LES PLAGES (83140) Rue de Pichon, consistant en une propriété bâtie et non bâtie consistant en, savoir :

■ Une voie publique dénommée « rue de Pichon » surplombée d'un porche sur lequel une habitation est édifiée.

Figurant ainsi au cadastre :

- Section AM, numéro 1307, lieudit RUE PICHON, pour une contenance de quinze centiares (00ha 00a 15ca).

Extraction du domaine public

Initialement, l'**IMMEUBLE** est sans référence cadastrale en raison de son appartenance au domaine public de la commune de SIX FOURS LES PLAGES.

L'**IMMEUBLE** a été extrait du domaine public aux termes d'un document d'arpentage dressé par le cabinet SCHNEIDER, géomètre à SIX FOURS LES PLAGES, le 4 aout 2022 sous le numéro 8586N, publié simultanément aux présentes. Copies du document d'arpentage, ainsi que du plan de rétrocession sont demeurés ci-annexés.

■ Une propriété bâtie consistant en une maison à usage d'habitation, élevée d'un étage sur rez-de-chaussée, avec terrain attenant.

Etant ici précisé qu'une partie de cette construction surplombe la voie publique dénommée « Rue de Pichon ».

Figurant ainsi au cadastre :

- Section AM, numéro 61, lieudit 86 RUE PICHON, pour une contenance de un are dix centiares (00ha 01a 10ca).

Les requérants sont propriétaires de l'assiette foncière au moyen de l'acquisition ci-après énoncée sous les titres « effet relatif » et « origine de propriété ».

PLANS

Sont demeurés ci-joints et annexés les documents ci-après visés dressés par le cabinet Thierry SCHNEIDER, géomètre expert à SIX FOURS LES PLAGES, savoir :

■ Les plans de l'état descriptif de division en volumes :

- 1- Plan du rez-de-chaussée-sol et plafond
- 2- Coupes

Effet relatif

Parcelle AM n° 1307

Parcelle provenant du domaine public.

Parcelle AM n°61 appartenant à M et Mme SAHUC

Acquisition aux termes d'un acte reçu par Maître AMARA, Notaire à SIX FOURS LES PLAGES, le 15 septembre 2014, publié au service de la publicité foncière de TOULON 1 le 1^{er} octobre 2014 volume 2014P numéro 8008.

ORIGINE DE PROPRIETE

Parcelle AM 1307

La parcelle AM n°1307 appartient à la Métropole par suite des faits et actes suivants, savoir :

■ Originellement, la parcelle, objet des présentes, est entrée dans le patrimoine de la métropole antérieurement au 1^{er} juillet 2006.

En conséquence, les dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques ne sont pas applicables.

En l'espèce, le bien, objet des présentes, a été affecté au moins une fois à l'usage direct du public et il n'a pas fait l'objet depuis d'une délibération prononçant son déclassement.

En conséquence, ladite parcelle était réputée appartenir au domaine public de la métropole conformément à la jurisprudence constante du Conseil d'Etat.

Pour mémoire, il est ici précisé que tout acte de disposition passé en méconnaissance du principe de déclassement est frappé de nullité absolue et les délais de recours à ce sujet sont imprescriptibles.

■ Aux termes d'une décision numéro 23 / ... du Bureau Métropolitain en date du °°, visé par le préfecture du VAR le °°, celui-ci a :

- constaté la désaffectation à l'usage direct du public de l'emprise du VOLUME 2a sise sur la parcelle AM 1307, ci-après plus amplement désigné, objet des présentes,
- et en conséquence procédé à son déclassement du domaine public métropolitain, conformément aux dispositions de l'article L 3131-2 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Une ampliation de cette décision est annexée.

Le représentant de la Métropole déclare :

- que la décision a été publiée sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance ainsi que l'article L 2121-25 du Code général des collectivités territoriales le prévoit,
- que le délai de deux mois prévu par les dispositions de l'article L 2131-6 du Code général des collectivités territoriales s'est écoulé sans qu'il y ait eu notification d'un recours devant le Tribunal administratif pour acte contraire à la légalité,

De sorte qu'il résulte des dispositions qui précèdent, que le bien objet des présentes, dépend à ce jour du domaine privé de la métropole, ayant fait l'objet d'un acte de déclassement, sus analysé, sans que depuis celui-ci ait été à nouveau affecté à la domanialité publique au sens des articles L 2111-1 ou L 2111-2 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Parcelle AM n°61

Origine de propriété immédiate

La parcelle AM n°61 dépend de la communauté existant entre Monsieur et Madame SAHUC, requérants aux présentes, par suite de l'acquisition qu'ils en ont fait au cours de leur mariage, pour le compte de la communauté existant entre eux de :

1°) Monsieur Claude Lucien FOURNIER, retraité de la Défense Nationale, époux de Madame Arlette JOUBLIN, demeurant à SIX-FOURS-LES-PLAGES (83140), 60 boucle de la Cantarelle.

Né à LE THOUR (08190) le 16 décembre 1947.

2°) Madame Francine Claudine FOURNIER, assistante maternelle, épouse de Monsieur Michel Gilbert MARAPITTI, demeurant à TOULON (83000), 1800 avenue Joseph Gasquet.

Née à OLLIOULES (83190) le 24 octobre 1960.

Aux termes d'un acte reçu par Maître AMARA, Notaire à SIX FOURS LES PLAGES, le 15 septembre 2014, publié au service de la publicité foncière de TOULON 1 le 1^{er} octobre 2014 volume 2014P numéro 8008.

Moyennant un prix payé comptant et quittancé audit acte

Ladite vente a été consentie et acceptée aux charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière

Origine de propriété antérieure

Il résulte du titre de propriété de Monsieur et Madame SAHUC, sus analysé, une origine de propriété dont le contenu est ci-après littéralement retranscrit, savoir :

« .../...

« *Origine de propriété*

« *Le bien immobilier objet des présentes appartient à titre de bien propre à Monsieur Claude FOURNIER à concurrence de la moitié indivise en pleine propriété et à titre de bien propre à concurrence de l'autre moitié en pleine propriété à Madame Francine MARAPITTI née FOURNIER, par suite des faits et actes suivants :*

« *I - Originellement :*

« *Ledit BIEN avait été acquis à concurrence de la nue-propriété par Monsieur Fernand Jules FOURNIER et Madame Simone Marie GUILLOU, son épouse, pour le compte de la communauté existant entre eux, nés savoir :*

« *Monsieur à BALHAM (Ardennes) le 11 mai 1922,*

« *Madame à LE THOUR (Ardennes) le 18 octobre 1923,*

« *De :*

« *Madame Françoise GARRO, veuve de Monsieur Francis DUTTO, née à PEVERAGNO (Province de Cuneo-ITALIE) le 12 Mai 1910,*

« *Suivant acte reçu par Maître Bernard MUGARRA notaire à SIX-FOURS-LES-PLAGES (Var), le 19 septembre 1980.*

« *Audit acte, la venderesse avait fait réserve à son profit de l'usufruit sur le bien vendu.*

« *Cette vente a eu lieu sous la condition suspensive du non exercice par la ville de SIX-FOURS-LES-PLAGES de son droit de préemption.*

« *Ladite vente a été consentie et acceptée moyennant :*

« *le paiement d'une somme de MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-UN EUROS ET QUATRE-VINGT-QUATRE CENTIMES (1.981,84 EUR) payée comptant aux termes dudit acte qui en contient quittance d'autant ;*

« *et une rente annuelle et viagère de CINQ CENT QUARANTE-HUIT EUROS ET QUATRE-VINGT-DEUX CENTIMES (548,82 EUR).*

«

« La réalisation de la condition suspensive a été constatée aux termes d'un acte reçu par Maître MUGARRA Notaire à SIX FOURS LES PLAGES le 19 Septembre 1980.

« Une copie authentique desdits actes a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON 1^{ER} le 14 octobre 1980, volume 4437, numéro 6.

« Et inscription de privilège de vendeur avec réserve de l'action résolutoire a été prise audit service de la publicité foncière le même jour volume 257 numéro 131 avec effet jusqu'au 14 octobre 1990. Cette inscription a fait l'objet d'une radiation totale le 5 avril 1988 ainsi qu'a résulté de l'état hypothécaire hors formalité délivrée par le service de la publicité foncière susvisé.

« Observation étant ici faite que Madame Françoise DUTTO est décédée à SIX-FOURS-LES-PLAGES (Var) le 6 Mars 1983, ainsi qu'il résulte de l'acte d'attestation de propriété dressé par Maître Thibault MUGARRA, notaire à SIX-FOURS-LES-PLAGES (Var) le 21 avril 2011. Par suite, de son décès, son usufruit s'est éteint ainsi que la rente annuelle et viagère stipulés à son profit dans la vente sus-analysée.

«

« II - Décès de M. Fernand Jules FOURNIER :

« Monsieur Fernand, Jules FOURNIER, en son vivant retraité, époux de Madame Simone, Marie GUILLOU, demeurant à SIX-FOURS-LES-PLAGES (83140), 86 rue Pichon.

« Né à BALHAM (Ardennes), le 11 mai 1922.

« Est décédé à TOULON (83000), le 24 janvier 2011.

« Laissant pour recueillir sa succession :

« Son conjoint survivant :

« Madame Simone, Marie GUILLOU, avec laquelle il était marié sans contrat à la mairie de LE THOUR (Ardennes) le 4 Mai 1946,

« Donataire en vertu d'une donation entre époux reçue par Maître Bernard MUGARRA Notaire à SIX-FOURS-LES-PLAGES (Var) le 19 Janvier 1981.

« Et pour seuls et uniques héritiers de droit et à réserve:

« Monsieur Claude, Lucien FOURNIER, et Madame Francine, Claudine FOURNIER, épouse de Monsieur Michel MARAPITTI, tous deux vendeurs aux présentes,

« SES DEUX ENFANTS issus de son union avec son conjoint survivant. Héritiers conjointement pour le tout et divisément chacun pour moitié sauf les droits sus-énoncés du conjoint survivant.

« L'acte de notoriété constatant cette dévolution successorale a été reçu par Maître Thibault MUGARRA, notaire à SIX-FOURS-LES-PLAGES (Var), les 23 et 24 mars 2011.

« Aux termes de cet acte, le conjoint survivant a déclaré opter pour l'usufruit de l'universalité des biens meubles et immeubles composant la succession.

« L'attestation immobilière constatant le transfert de propriété a été reçu par Maître MUGARRA, notaire susnommé, le 21 avril 2011.

« Une copie authentique de cet acte a été publiée au service de publicité foncière de TOULON 1^{ER} le 13 mai 2011, volume 2011P, numéro 4912.

« Audit acte, ledit BIEN a été évalué à la somme de cent quatre-vingt-dix mille euros (190.000,00 eur), dont moitié dépendait de la succession soit quatre-vingt-quinze mille euros (95.000,00 eur).

«

« III - Décès de Madame Simone Marie GUILLOU veuve FOURNIER :

« Madame Simone Marie GUILLOU, en son vivant retraitée, demeurant à TOULON (83100), EPHAD Jardins de Thalassa, 135 Allée Georges Leygues,

« Née à LE THOUR (Ardennes), le 18 octobre 1923.

« Veuve de Monsieur Fernand Jules FOURNIER et non remariée.

« Est décédée à LA-VALETTE-DU-VAR (83160) le 27 août 2013.

« Laissant pour recueillir sa succession, pour seuls et uniques héritiers de droit et à réserve :

« Monsieur Claude, Lucien FOURNIER, et Madame Francine, Claudine FOURNIER, épouse de Monsieur Michel MARAPITTI, tous deux vendeurs aux présentes,

« SES DEUX ENFANTS seuls issus de son union avec son époux prédécédé, ci-avant nommés et qualités.

« L'acte de notoriété constatant cette dévolution successorale a été reçu par Maître Bernard MUGARRA, notaire à SIX-FOURS-LES-PLAGES (Var) le 25 octobre 2013.

« L'attestation immobilière constatant le transfert de propriété a été reçu par Maître MUGARRA, notaire susnommé, le 21 février 2014.

« Une copie authentique de cet acte a été publiée au service de publicité foncière de TOULON 1 ER le 28 février 2014, volume 2014P, numéro 1960.

« Audit acte, ledit BIEN a été évalué à la somme de CENT QUATRE-VINGT MILLE EUROS (180.000,00 EUR) soit pour le moitié dépendant de ladite succession QUATRE-VINGT-DIX MILLE EUROS (90.000,00 EUR)..../... »

CHAPITRE II – DIVISION DE L'IMMEUBLE – ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION EN VOLUME

L'IMMEUBLE sera divisé en DEUX (2) volumes numérotés de UN (1) à DEUX (2).

PRINCIPES DE DIVISION

Les constructions édifiées dans les volumes ci-dessous définis seront soit superposées, soit contiguës, soit superposées et contiguës.

Sous réserve des indications autres qui résulteraient de la définition de chaque volume telle que donnée dans l'état descriptif de division volumétrique, le principe est :

- que les limites des volumes ci-dessous décrits sont, en tout état de cause et après réalisation des constructions, dans les plans verticaux au minimum jusqu'au nu ou parement extérieur des murs, ceux-ci étant inclus. Toutefois, il s'agit des murs séparant deux volumes distincts également bâtis, la limite ira jusqu'à leur axe médian ;
- que les limites horizontales sont précisées dans la description des volumes ;
- que le volume de tréfonds, ou limites en partie basse, comprend les fondations et les structures de l'immeuble qui pourraient le traverser et sont par suite sa propriété. Ce volume sera tenu de supporter, s'il y a lieu, toutes structures d'appui et de soutènement nécessaires à la construction et à la stabilité de l'ensemble immobilier ;
- que les superficies énoncées aux présentes ont été calculées sur plan projet et sont par suite approchées. Il s'agit des superficies des bases des volumes et non des superficies utiles ;
- que les revêtements superficiels - au-dessus de la dalle ou au-dessous de la chape de protection de l'étanchéité - appartiendront au volume supérieur.

Il est précisé qu'aucune indivision n'existe entre les volumes créés ci-dessous et que, par ailleurs, le sol n'est pas mis en indivision forcée, aucune quote-part indivise dans la propriété du sol n'étant attribuée aux volumes créés.

Ces volumes seront seulement liés entre eux par des relations de servitudes.

DIVISION EN VOLUME

Volume numéro UN (1) :

Il est constitué par le sol de l'ensemble de l'unité foncière.
Délimité par les sommets : 501-502-503-504.

Pour une superficie de 15m².

S'exerçant de moins infini jusqu' aux cotes + 28,83 et + 28,64s.

Cet élément est une partie de la rue de Pichon sise sur la parcelle cadastrée AM n°1307.

Volume numéro DEUX (2) :

Ce volume est constitué par 2 sous-volumes numérotés 2a à 2b

Sous-volume 2a

Il est constitué par le plafond de l'ensemble de l'unité foncière

Délimité par les sommets : 501-502-503-504.

Pour une superficie de 15 m²

S'exerçant depuis les cotes + 28.83 et + 28,64 jusqu'à l'infini.

Cet élément est une partie de la construction surplombant la Rue de Pichon sise sur la parcelle cadastrée AM n°1307

Sous-volume 2b

Il est constitué par le sol et le plafond de l'ensemble de l'unité foncière.

Délimité par les sommets : 501-502-505-506-507-508-509-510-511-512-513.

Pour une superficie de 113m².

S'exerçant de moins infini jusqu'à l'infini.

Cet élément est une partie de la construction sise sur la parcelle AM n°61.

RECAPITULATIF DES DROITS DE PROPRIETE

Il résulte de division en volume, objet des présentes, savoir :

- Que la métropole est propriétaire des volumes un (1) et deux a (2a) qui précèdent.
- Que Monsieur et Madame SAHUC sont propriétaires du volume deux b (2b) qui précède.

TABLEAU RECAPITULATIF DE L'ETAT DESCRIPTIF

L'état descriptif qui précède est résumé dans le tableau récapitulatif établi ci-après, en vertu des dispositions de l'article 71-5 du décret modifié n° 55-1350 du 14 octobre 1955, portant réforme de la publicité foncière.

TABLEAU RECAPITULATIF

VOLUME UN

Numéro	Nature volume	Surface	Cote sup.	Cote inf.	propriétaire
1	Cet élément est une partie de la rue de Pichon cadastrée AM n°1307.	15	+28,83 +28,64	-infini	Métropole

VOLUME DEUX

Numéros sous volumes	Nature volume	Surface	Cote sup.	Cote inf.	propriétaire
2a	Cet élément est une partie de la	15	+infini	+ 28,83 + 28,64	Métropole

	construction surplombant la Rue de Pichon édifiée sur la parcelle cadastrée AM n°1307				
2b	Cet élément est une partie de la construction édifiée sur la parcelle AM n°61	113	+infini	-infini	M et Mme SAHUC

ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour l'exécution de l'acte, il est fait attribution de juridiction au Tribunal judiciaire dans le ressort duquel se trouve l'immeuble.

FRAIS

Les frais d'établissement du présent état et ceux qui en seront la suite ou la conséquence seront réglés ce jour par le requérant et ensuite récupérés par ce dernier sur chaque propriétaire de volumes qui devra s'obliger dans son acte d'acquisition à les supporter au prorata de sa quote-part dans la superficie générale.

ELECTION DE DOMICILE

Le requérant fait élection de domicile en son siège sus-indiqué.

PRISE EN COMPTE D'UN EVENEMENT SANITAIRE

Le notaire soussigné rappelle l'impact d'une crise sanitaire à l'image de celle de la Covid-19 en ce qui concerne les effets potentiels sur les modalités de convocation et de déroulement des assemblées sus-relatées dans la mesure où des dispositions d'origine légale ou réglementaire prises en conséquence les modifieraient temporairement.

ENREGISTREMENT - PUBLICITE FONCIERE

Le présent acte sera soumis à la formalité fusionnée au service de la publicité foncière de TOULON 2, dans le mois de sa date, conformément à la loi du 10 juillet 1965 et aux dispositions légales relatives à la publicité foncière.

Un droit fixe de 125 euros prévu par l'article 680 du Code général des impôts sera perçu.

Le notaire précise que les servitudes générales, découlant de la nature des volumes ne sont pas évaluées, celles-ci constituant les dispositions dépendantes de l'état descriptif de division volumétrique dont il s'agit.

CONTRIBUTION DE SECURITE IMMOBILIERE

La contribution prévue à l'article 879 du Code général des impôts sera perçue au taux fixe de 15 euros en application de l'article 881 M dudit Code pour l'état description de division volumétrique.

POUVOIRS POUR PUBLICITE FONCIERE

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les parties agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à nécessaires à tout notaire ou à tout collaborateur de l'office notarial dénommé en tête des présentes à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète de la partie dénommée dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de son nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sur neuf pages

Comprenant

- renvoi approuvé :
- blanc barré :
- ligne entière rayée :
- nombre rayé :
- mot rayé :

Paraphes

Fait et passé aux lieu(x), jour(s), mois et an ci-dessus indiqués.

Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le notaire.

Commune :

SIX FOURS LES PLAGES (129)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 8586N

Document vérifié et numéroté le 04/08/2022
A TOULON

Par Bernard LAMURE
GEOMETRE
Signé

TOULON
171 avenue de Vert Coteau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION

(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous-signés (3)
a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le 18/07/2022 par T. SCHNEIDER géomètre à SIX-FOURS LES PLAGES
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la mise 6463.
A SIX-FOURS LES PLAGES, le 01/08/2022

Modification selon les déclarations d'un acte à publier

Section : AM

Feuille(s) : 000 AM 01

Qualité du plan : Plan régulier avant

20/03/1980

Echelle d'origine : 1/1000

Echelle d'édition : 1/500

Date de l'édition : 04/08/2022

Support numérique : _____

D'après le document d'arpentage
dressé

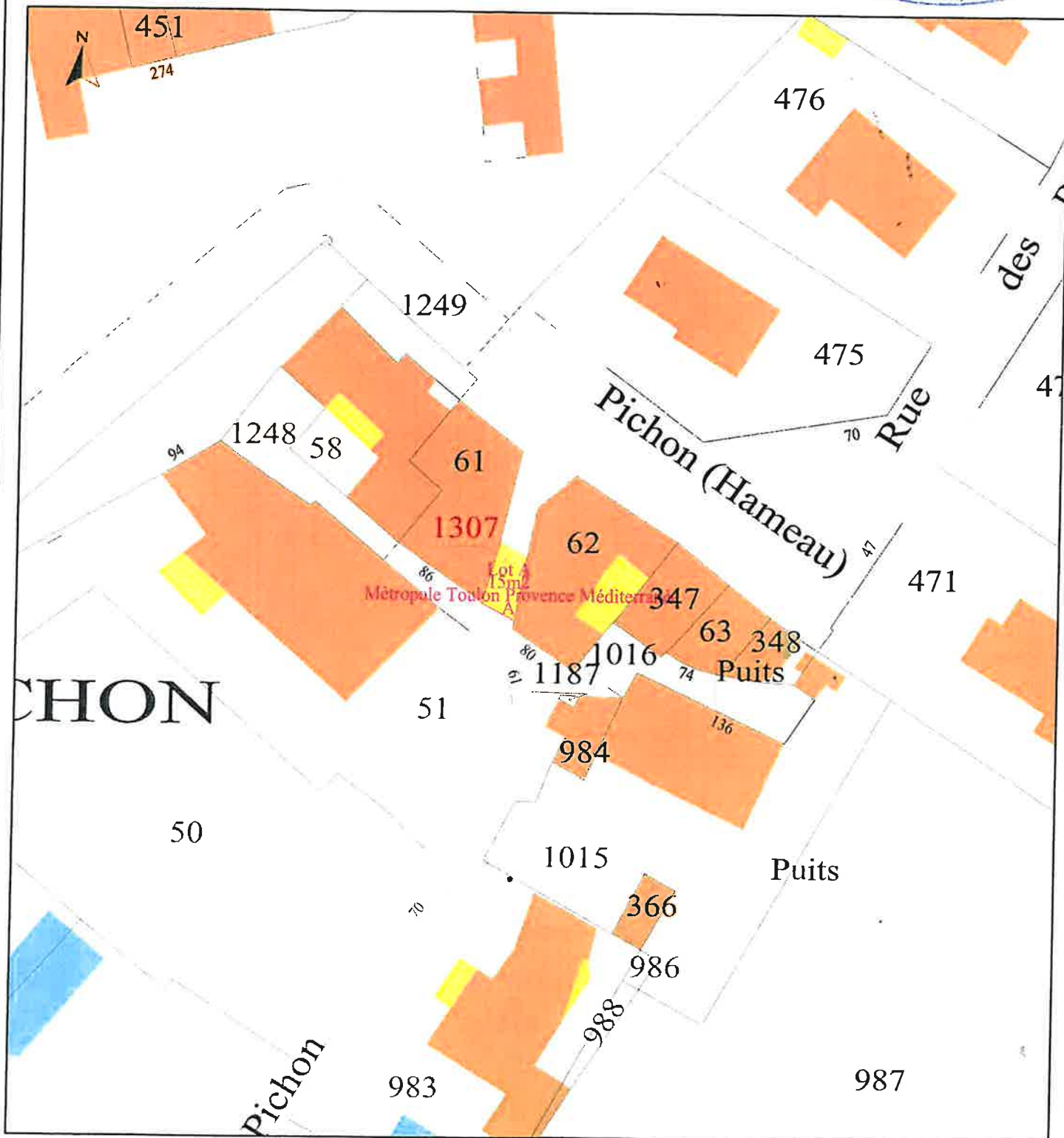
Par SCHNEIDER Thierry (2)

Réf. : 9264

Le 22/06/2022



(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan renouvelé par voie de mise à jour). Dans la formule C, les propriétaires sont tenus d'effectuer eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc...)
(3) Précéder les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité aspiportant, etc...)



Cadastral:

Métropole Toulon Provence Méditerranée
et Propriété SAHUC Jean-Marc

**DIVISION EN VOLUME
PLAN DU REZ-DE-CHAUSSEE
SOL ET PLAFOND**

Values	Size volume	Integration	Calibration line equation	Sample size (n)	Standard deviation of the replicate measurements	Calculated standard deviation of the replicate measurements
1		TPM	$879.55A + 505.62B$	18	1.1618	1.1813 + 2.154
		Proprietary BIA-C	$879.55A + 505.62B$	18		1.1618 + 2.154
		Proprietary BIA-UC	$879.55A + 505.62B$	18		1.1618 + 2.154

[illegible]

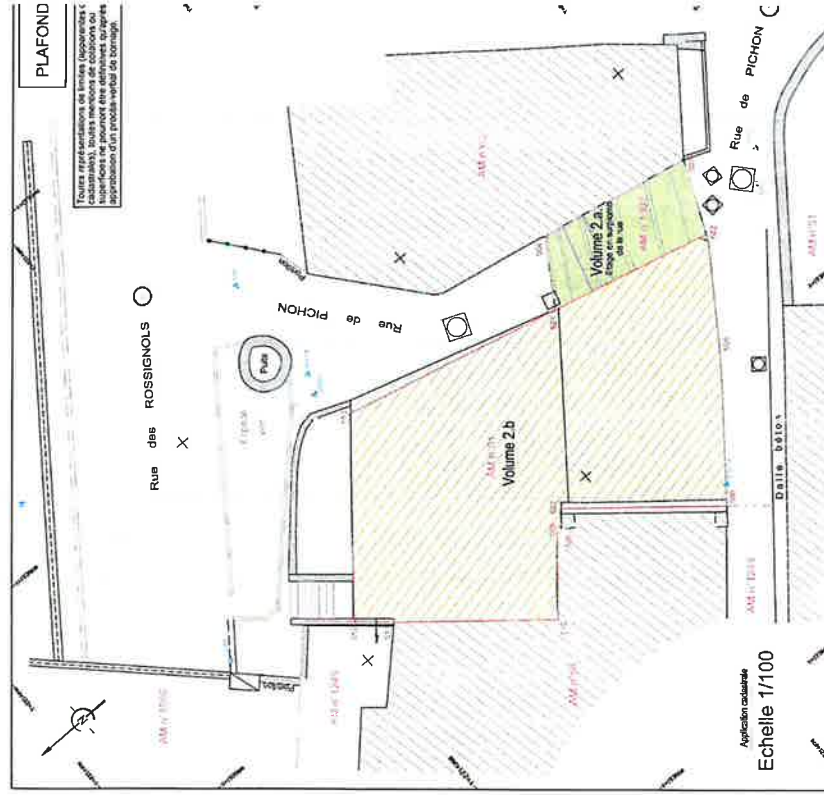
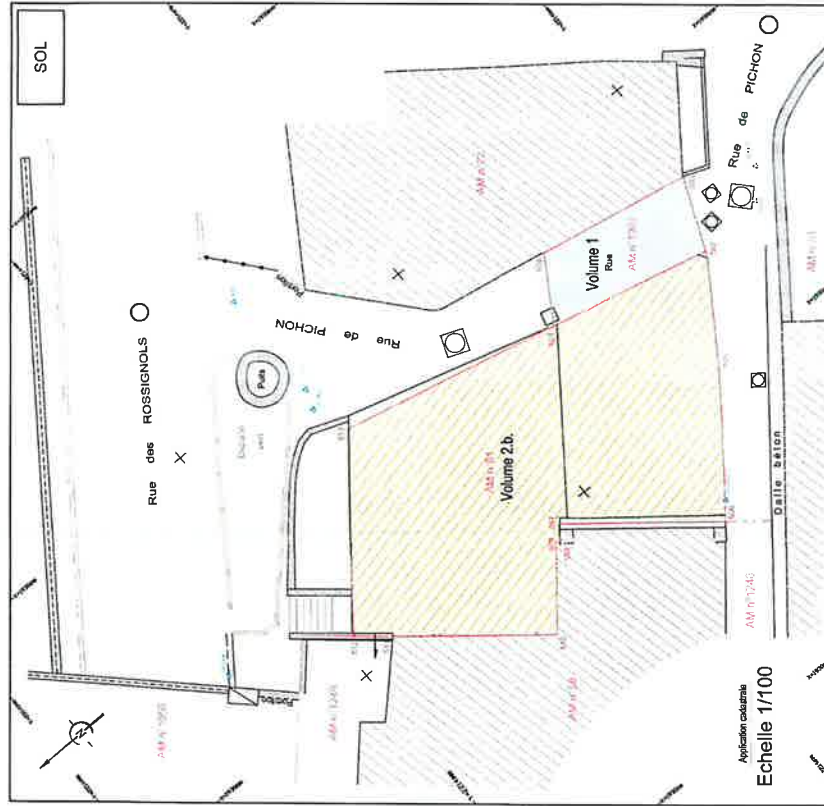
Livré le : 10/07/2014 : 06/11/2019
 Dressé le : 01/09/2022
 Modifié le : 10/05/2023

Planimetrie realizada au Lambert 93 - CC43 per GPS

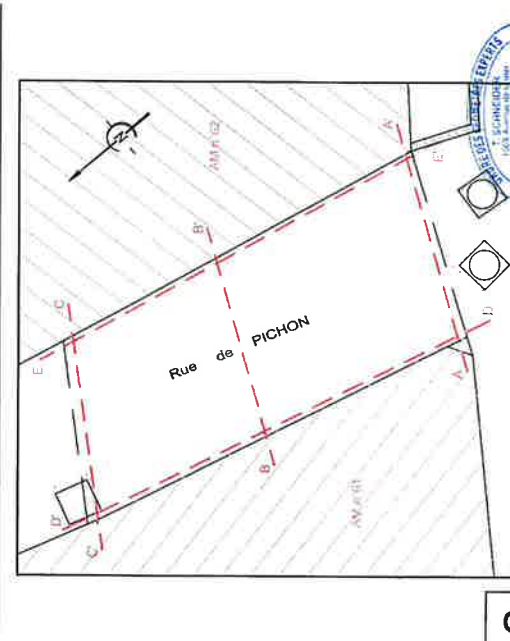
D 8005



Cabinet Thierry SCHNEIDER - Géomètre Expert Foncier D.P.L.G.
Inscrit à l'Ordre des Géomètres Experts sous le numéro 65354
Espace "DELTA" 1509 Avenue de la Mer 83140 SIX-FOURS-LES-PLAGES
Tél. 04 94 34 81 83



DIVISION EN VOLUME COUPES

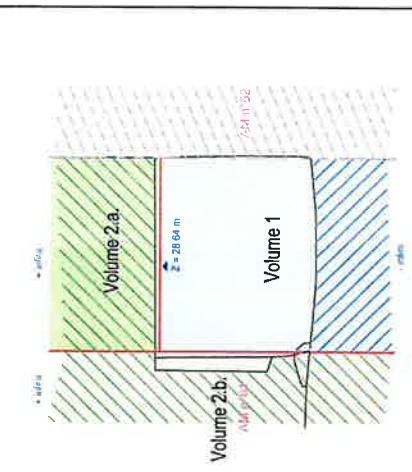


2 Echelle 1/50
 Levée le : 10/07/2014 - 06/11/2019
 Dessiné le : 01/07/2022
 Modifié le : 10/05/2023
 Planimétrie rattachée au Lambert 93 - CC43 par GPS
 D 8005
 (L805-EC072) (v02) (V2010)
 Planification en Oup

Cabinet Thierry SCHNEIDER - Géomètre Expert Foncier D.P.L.G.
 Inscrit à l'Ordre des Géomètres Experts sous le numéro 05354
 Espace "DELTA" 1589 Avenue de la Mer 83140 SIX-FOURS LES PLAGES
 Tél : 04 84 34 81 82
 E-mail : info.gemeter.schneider@delatow.fr



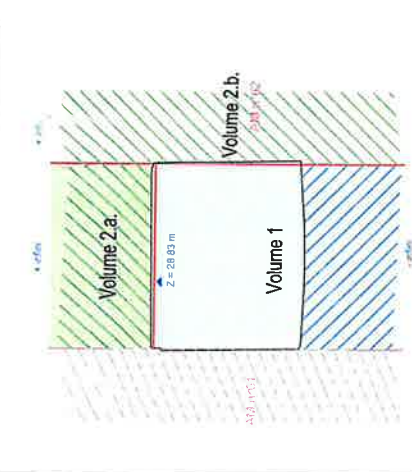
Application cadastrale
 Echelle 1/50
 A - A'



B - B'
 Volume 2.a.
 Volume 1
 Volume 2.b.
 Z = 28.73 m
 6M n° 51
 6M n° 50



C - C'
 Volume 2.a.
 Volume 1
 Volume 2.b.
 Z = 28.83 m
 6M n° 52
 6M n° 51
 6M n° 50



D - D'



E - E'



Domaine Public
 Métropolitain

Domaine Public
 Métropolitain

Domaine Public
 Métropolitain

